

TMLVE Actions-mobilisatrices pour la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la mer et le littoral

Territoires maritimes et littoraux à valeur d'expérience

Feuille de route établie en intégrant les propositions du séminaire des 24 et 25 avril 2019

Proposition pour le bureau du CNML du 5 juin 2019

Rédaction : DML/AFD/OL- 16052019

Le premier constat issu du séminaire est que la notion même de territoire maritime et littoral n'est toujours pas définie, même si un certain consensus est établi entre les collectivités et l'État pour distinguer le littoral (compétence des communes) du côtier (État), sans oublier le large, zone d'enjeu des activités maritimes. Ceci pose la question de la bonne articulation entre les acteurs publics et de la bonne échelle de gouvernance (État, commune, intercommunalité, façade, voire bassin versant...) et parfois de la pertinence administrative de l'échelle retenue face à des réalités biogéographiques qui pourraient imposer dans l'avenir des réalités auxquelles faire face rapidement, tous ensemble et au-delà du mille-feuille administratif.

A cela s'ajoute la question de l'appropriation et de la vision de la mer par les acteurs concernés : celles des pêcheurs ou des communautés du pacifique, qui de fait vivent et dépendent de la mer et développent une vision (maritime), ne convergent pas nécessairement avec celles des autres acteurs, qui vivent à terre, qui ne sont pas concernés directement par les décisions relatives aux activités maritimes et qui pourtant sont souvent les décideurs. En fait une majorité des « terriens » a encore du mal à s'approprier la mer.

Par ailleurs, la planification aux différentes échelles de territoires est devenu extrêmement complexe du fait de la superposition des documents et procédures qui résultent d'autorités compétentes différentes, de pas de temps différents, d'emprises géographiques différentes, d'effets juridiques différents.

Sur certains sujets comme les effets du changement climatique, les populations et territoires communaux directement concernés ne sont plus nécessairement compétents pour agir, se ressentent parfois exclus de la concertation et de la prise de décision à niveau supra communal, et réagissent par la contestation des décisions prises, ou à l'inverse quand des points à creuser ou des freins ont été identifiés ensemble (financement de retrait, ZART..) se lassent du temps pris par l'État pour consolider juridiquement une réponse adaptée.

Pour autant on voit concrètement sur le territoire se développer des exemples de bonne articulation et de gouvernance approprié de TML, intégrant le volet maritime (ex : SMVM du Morbihan, PNM du Golfe du lion) qui montrent qu'il semble possible dans certains cas de créer une gouvernance du territoire adaptée à l'échelle biogéographique, et que c'est la voie qu'il convient d'emprunter via plus de souplesse, d'articulation et de délégations possibles entre les niveaux de compétence, pour promouvoir une capacité d'articulation des compétences appropriée au contexte et associant les élus, l'État et les acteurs du territoire.

La synthèse des propositions faites en séminaire, vient compléter les actions déjà engagées sous l'égide du CNML pour donner la proposition suivante :

- Conduire sous l'égide de l'AFB en lien avec le CNRS, une expertise scientifique collective sur la notion de territoire marin*
- Accompagner les territoires maritimes et littoraux à valeur d'expérience qui émergent ou se consolident,*
- Identifier ceux des projets intéressant la mise en œuvre des objectifs de la SNML, et en difficulté pour le faire, bloqués ou découragés par le « mille-feuille » administratif et de les accompagner vers le succès,*
- Poursuivre les rencontres entre l'État, les collectivités et les régions littorales qui permettent de bien identifier les voies et moyens d'avancer ensemble*
- Poursuivre le travail réglementaire et législatif visant à lever les freins, à simplifier et à donner les conditions d'une gouvernance flexible et adaptée à la variété des situations biogéographiques, culturelles et humaines de l'Archipel France.*

S'APPUYER SUR L'EXPERTISE COLLECTIVE POUR DÉFINIR ET ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES MARITIMES ET LITTORAUX

- Relancer une expertise scientifique collective sur la notion de territoire marin**, pour fonder les concepts juridiques et techniques à élaborer pour s'adapter aux évolutions induites par les effets climatiques (érosion, évolutions, disparition de territoires littoraux, relocalisation..)
- Élaborer une représentation cartographique précise des projets de recherche et de connaissance** concernant la mer et le littoral, en métropole et outre-mer y compris par les entités (Conventions de mers régionales) dont la France est membre, afin de mobiliser efficacement les moyens sur les besoins identifiés
- Développer la doctrine ERC** (éviter-réduire-compenser) en mer et **valoriser les travaux de l'EFESE** (évaluation française des écosystèmes et des services rendus par les écosystèmes) concernant le milieu marin, pour mieux éclairer les décisions
- Conserver une compétence et visibilité des organismes en charge de la mer, comme la composante marine de l'AFB**, afin de prendre en compte à leur juste valeur les spécificités maritimes et la capacité des scientifiques et acteurs du territoire à interagir efficacement

LEVER LES FREINS JURIDIQUES ET MIEUX ARTICULER LES DISPOSITIFS

- Revoir la hiérarchie des normes des documents d'urbanisme**, en particulier concernant **l'articulation du DSF avec les documents de planification** de niveau régional et territorial et **prévoir un volet maritime dans les SCOT littoraux**

- Travailler ensemble (État et Régions) à une **bonne articulation sur le volet maritime entre SRADDET et DSF** tout en évitant d'imposer aux acteurs un processus contraignant et irréaliste.
- Se donner les moyens législatifs/réglementaires pour **assouplir la loi NOTRE, et donner aux collectivités en charge des TML une capacité d'articulation des compétences** (Etat, CL, bassin..) et pouvoir adapter une **gouvernance des TML appropriée à chaque territoire et aux enjeux biogéographiques**

ACCOMPAGNER LES ACTEURS DES TERRITOIRES ET FAVORISER L'EMERGENCE OU LA VALORISATION DES TMLVE

L'objectif est de faciliter la déclinaison dans les territoires des objectifs de la stratégie nationale de la mer et du littoral et pour cela d'identifier et de valoriser les projets et expériences exemplaires mis en œuvre dans les territoires et de favoriser l'émergence de territoires en devenir, en les accompagnant si besoin et en identifiant les freins de tous ordres notamment législatifs et réglementaires qui empêcheraient leur évolution positive et durable.

Il semble important pour réussir cette action, de mobiliser l'ensemble des acteurs, tels que les collectivités locales, le monde économique et la société civile, en plus des institutions habituellement impliquées. Trois volets sont proposés :

- **Organisation de journées d'échange, au niveau des façades, puis dans les bassins ultramarins** par la DML et le CEREMA en lien avec les régions de chaque façade et l'ANEL sur des thèmes importants : NAMO/Gouvernance et estuaire ; PACA/ nautisme , tourisme littoral ; SA/adaptation au CC. La DML organisera à l'issue des journées un atelier interministériel de capitalisation des problématiques recensées et de proposition d'actions correctrices du niveau national.
- **Groupe de travail, sous l'égide du CNML, dédié aux régions littorales et ,aux questions communes** concernant la mise en oeuvre de la SNML et l'émergence de projets de TMVLE.
- **Plateforme d'écoute et d'appui aux TMLVE**, afin d'aider les projets TMLVE à aboutir, d'apporter une réponse coordonnée des différentes autorités concernées et des sources de financement incitatif, et le cas échéant de faciliter au niveau national les dérogations éventuellement nécessaires. A cet effet, la DML ouvrirait en continu une sorte de dispositif d'écoute et d'appui, pour identifier les projets de type « TMVLE », issus des différents appels à projets et à manifestation d'intérêt lancés par l'administration centrale et ses instituts (AFB, ADEME, AE, CEREMA ...), des propositions des organismes et collectivités territoriales ou proposés par les porteurs eux-mêmes et coordonnerait un comité d'écoute et d'appui pour retenir les TMVLE présentant un intérêt spécifique pour la mise en œuvre de la SNML et pouvant être accompagné par l'État.